

Régie du bâtiment du Québec

Étude des crédits

2019-2020

**Demande de renseignements généraux
de l'Opposition**

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
1.	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2018-2019 : <ul style="list-style-type: none">a) les endroits et dates de départ et de retour;b) la copie des programmes et rapports de mission;c) les personnes rencontrées;d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;<ul style="list-style-type: none">a. les détails de ces ententes;b. les résultats obtenus à ce jour;h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.
2.	Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2018-2019 : <ul style="list-style-type: none">a) les raisons du déplacement;b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;c) les coûts ventilés ;d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
3.	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : <ul style="list-style-type: none">a) la ventilation des sommes dépensées pour 2018-2019, et les prévisions pour 2019-2020;b) les noms des firmes de publicité retenues;c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;e) le but visé par chaque dépense;f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
4.	Liste des dépenses pour l' organisation et la tenue de conférences de presse , d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme : <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;b) le but visé par chaque dépense;c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; Par un professionnel ou par une firme externe:d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
	<ul style="list-style-type: none">f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;h) le but visé par chaque dépense;i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.
5.	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p>Organisée par le ministère ou l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;b) le but recherché par chaque dépense;c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; <p>Organisée par un professionnel ou une firme externe :</p> <ul style="list-style-type: none">d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020;e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;h) le but visé par chaque dépense;i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
6.	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p>Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020;b) le but visé par chaque dépense;c) la nature de la formation;d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;e) les personnes qui ont reçu la formation.
7.	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant:</p> <ul style="list-style-type: none">a) les noms du professionnel ou de la firme;b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);d) la date d'octroi du contrat;e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;f) l'échéancier;g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
8.	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2018-2019 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p> <p>Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre d'autorisations;b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;d) le montant accordé;e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;f) les motifs de la demande;

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
	g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
9.	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : <ul style="list-style-type: none">a) la liste des soumissions et le montant de chacune;b) la grille d'évaluation des soumissions;c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
10.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant, pour chaque contrat : <ul style="list-style-type: none">a) les noms du professionnel ou de la firme;b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);c) le coût;d) l'échéancier;e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019: <ul style="list-style-type: none">a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;e) une description de son mandat;f) la date de début de son contrat;g) la date prévue de fin de son contrat;h) sa rémunération annuelle.
12.	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : <ul style="list-style-type: none">a) le nom du projet;b) la nature du projet;c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;e) les plus récentes évaluations du coût du projet;f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :<ul style="list-style-type: none">- la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
	<ul style="list-style-type: none">l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.
13.	<p>Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none">a) la photocopie;b) le mobilier de bureau;c) l'ameublement;d) la décoration et l'embellissement;e) le distributeur d'eau de source;f) le remboursement des frais de transport;g) le remboursement des frais d'hébergement;h) le remboursement des frais de repas;i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :<ul style="list-style-type: none">I. a) au Québec;II. b) à l'extérieur du Québec.
14.	<p>Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres) ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;c) le nombre de téléavertisseurs utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;d) les coûts d'acquisition des appareils;e) le coût d'utilisation des appareils;f) le coût des contrats téléphoniques;g) les noms des fournisseurs;h) le nombre de minutes utilisées;i) le coût des frais d'itinérance;j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.
15.	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
	<ul style="list-style-type: none">d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);<ul style="list-style-type: none">- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.o) le nombre d'employés permanents et temporaires.p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2018-2019 et les cinq années précédentes;r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi;s) le nombre de postes vacants.
16.	<p>Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre de départs à la retraite en 2017-2018 et en 2018-2019, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020 et 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées.d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
17.	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2018-2019 en indiquant pour chacun d'eux :</p> <ul style="list-style-type: none">a) l'emplacement de la location;b) la superficie totale pour chaque local loué;c) la superficie totale réellement occupée;d) la superficie inoccupée;

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
	<ul style="list-style-type: none">e) le coût de location au mètre carré;f) le coût total de ladite location;g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;h) la durée du bail;i) le propriétaire de l'espace loué;j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
18.	<p>Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2018-2019, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la ou les dates des travaux;b) les coûts;c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
19.	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2018-2019, en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;b) le titre de la fonction;c) l'adresse du port d'attache;d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;e) la prime de départ versée, le cas échéant;f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;h) la description de tâches;i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2018-2019;j) le nombre total d'employés au cabinet;k) la masse salariale totale par cabinet pour 2018-2019;l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
20.	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2018-2019 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;b) la circonscription électorale;c) le montant attribué;d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
21.	<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nom de la personne;b) le poste occupé;c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;e) la date de l'assignation hors structure;f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieug) les prévisions pour 2019-2020.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
22.	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : <ul style="list-style-type: none">a) le poste initial;b) le salaire;c) le poste actuel, s'il y a lieu;d) la date de la mise en disponibilité;e) les prévisions pour 2019-2020.
23.	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2018-2019, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : <ul style="list-style-type: none">a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);b) par catégorie d'âge;c) prévisions pour 2019-2020.
24.	Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.
25.	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, par mission.
26.	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics , parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : <ul style="list-style-type: none">a) le nom de la personne;b) le poste occupé et le nom de l'organisme;c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;d) l'assignation initiale;e) l'assignation actuelle;f) la date de l'assignation hors structure;g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
27.	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2018-2019, en précisant pour chaque abonnement : <ul style="list-style-type: none">a) le coût de chacun;b) le fournisseur;c) la nature du service; <p style="margin-left: 40px;">Ventiler le montant total par catégories.</p>
28.	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
29.	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : <ul style="list-style-type: none">a) le nom du site Web;b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;c) les coûts de construction du site;d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
	<ul style="list-style-type: none">f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»);g) la fréquence moyenne de mise à jour;h) le responsable du contenu sur le site.
30.	Nominations , pour 2018-2019, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: <ul style="list-style-type: none">a) la liste;b) le nom de la personne;c) les mandats de chacune de ces personnes;d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;e) le résultat du travail effectué;f) les échéances prévues;g) les sommes impliquées.
31.	Pour 2018-2019, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
32.	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2018-2019 : <ul style="list-style-type: none">a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;c) le nombre total de demandes reçues;d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse.
33.	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2018-2019 : <ul style="list-style-type: none">a) le détail des mandats;b) le coût (déplacements, etc.);c) le nombre de ressources affectées;d) le nombre de rencontres;e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;f) l'objet;g) les dates.
34.	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
35.	La liste des ententes et leur nature , signées en 2018-2019 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
36.	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.
37.	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs,

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
	permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2019-2020.
38.	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2018-2019 demandé par le SCT et confirmé par le gouvernement en janvier 2019 pour 2019-2020.
39.	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020 et 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement . Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
40.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis .
41.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
42.	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2018-2019 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire .
43.	Pour 2018-2019, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : <ul style="list-style-type: none">a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
44.	Pour 2018-2019, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels . Pour chaque personne : <ul style="list-style-type: none">a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;b) fournir la liste des salaires versés.
45.	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
46.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires . Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
47.	Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2018-2019 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020. Pour chacun de ces programmes existants en 2018-2019, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2019-2020, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
48.	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant , les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
49.	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
50.	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
51.	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
52.	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
53.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert .
54.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles .
55.	Liste des aides financières accordées en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord .
56.	Pour chacune des cinq dernières années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné des services.
57.	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020: <ul style="list-style-type: none">a) la dépense totale (opération et capital);b) les grands dossiers en cours;c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
58.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
59.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
60.	Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2018-2019 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable .

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
---	--------------------

61. Pour chaque ministère et organisme, **liste de tous les rapports** (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), **études, avis, analyses**, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2018-2019 en indiquant pour chacun :
- a) le sujet;
 - b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
 - c) les coûts reliés à sa réalisation;
 - d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.
- Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.
62. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du **paiement de cotisation à une association** (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:
- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
 - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
 - c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.
63. Pour 2018-2019, la liste de toute **rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec**, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.
64. Pour toutes les actions financées dans le cadre des actions du **Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020**, fournir les informations suivantes :
- f) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 et en 2018 – base annuelle (en Mt CO₂);
 - g) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt CO₂);
 - h) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;
 - i) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de CO₂);
 - j) les investissements totaux des projets (en milliers \$);
 - k) les aides financières totales du ministère (en milliers \$);
 - l) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);
 - m) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-01

Liste des voyages hors Québec du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.

Le détail des déplacements hors Québec est présenté dans le tableau ci-annexé.

Les renseignements concernant les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18). <https://www.rbq.gouv.qc.ca/transparence/>

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

Endroit(s) visité(s)	Date et durée du voyage	Personnes rencontrées	Nom des participants	Commentaires	Total des coûts
Ottawa (Ontario)	12-13 avril 2018	Terry White (Chair), Garry Stasynec (A Chair), David Bateman, Henri Bouchard, Franco Di Folco, Larry Gill, Rick Gill, Xiaowen Hao, Eli Howard, Danny Hui, David Lima, Sidney Manning, Rick Moulton, Edward Picuch, Ted Pringle, Rhonda Roberts, Christian Roy, Andrew Spurrell, Sam Steele, Kevin Wong, Diane Green (ITA – HVAC), Patrick Tardif (ITA – Plumbing)	Duchesne, Yves	CNRC 100 %	0,00 \$
Toronto (Ontario)	17-18 avril 2018	Regroupement des représentants canadiens et américains qui adopte par l’American Society of Mechanical Engineers (ASME) normes sur les ascenseurs et autres appareils élévateurs publiés par l’American Society of Mechanical Engineers (ASME)	Deschamps, Claude	ULC 100 %	29,60 \$
Vancouver (Colombie-Britannique)	30 avril-4 mai 2018	Anthony Crimi, Bruce Shultz, George Frater Emmanuel Sopeju, Frederic Jeffers, Harold Locke, Jozef Zorko, Kim Bailey, Lyle Hamre, Marc-André Langevin, Michael Odhar, Nadim Khan, Patrick Gautreau, Randy Brown, Randy Jacobs, Rick Cheung, Rodney McPhee, Roz Nielsen	Pelletier, Anne	CNRC 100 %	0,00 \$
Toronto (Ontario)	1-2 mai 2018	Voir onglet CCNSP _Atelier	Garcia, Silvia		979,86 \$
Toronto (Ontario)	1-2 mai 2018	Voir onglet CCNSP _Atelier	Mercier, Stéphane		1 087,58 \$
Vancouver (Colombie-Britannique)	8 au 11 mai 2018	• Conseil national de recherches du Canada (CNRC) • Organismes provinciaux • Représentants du milieu de la construction	Bélanger, Claire	CNRC 100 %	0,00 \$
Ottawa (Ontario)	15-18 mai 2018	Fomateur	Goutier, Jacques		1 316,64 \$
Vancouver (Colombie-Britannique)	28-29 mai 2018	Responsables de la réglementation, des spécialistes en sécurité et en protection de l’environnement, des concepteurs, des promoteurs/exploitants de bâtiments, des chercheurs, des représentants des compagnies d’assurances, des fabricants et des fournisseurs d’un bout à l’autre du Canada	Gauthier, Pierre	CNRC 100 %	0,00 \$
Banff (Alberta)	27 au 31 mai 2018	Voir onglet CCNSP	Garcia, Silvia		2 865,34 \$
Vancouver (Colombie-Britannique)	4-7 juin 2018	Mr. Jonathan Rubes, Mr. Keith Calder, Mr. Alan Cavers, Mme Sylvie Destroismaisons, Mr. Robert Dupuis, Mr. Eric Esselink, Mr. Brian Everton, Mr. Rick Fraser, Mr. William Kuffner Mr. Ian MacDonald, Mrs. Judy Redmond, Mr. Ulrik Seward, Mr. Roy Strickland, Mr. Robert Thompson, Mr. Bob Topping, Mr. Emmanuel Domingo, M. Jocelyn Dubé, Mr. Will Johnston Mr. Patrick Tardif (Technical Advisor), M. Marc Fortin (Technical Advisor)	Bordeau, Suzel	CNRC 100 %	0,00 \$
Ottawa (Ontario)	6-7 juin 2018	Personnes présentes lors du séminaire	Sylvie Séguin		1 681,02 \$
St-Jean (Terre-Neuve)	9 au 12 juin 2019	Voir onglet CCPTPC	Silvia Garcia		1 374,75 \$
Edmonton (Alberta)	10-16 juin 2018	P. Corby City of Victoria, C. Cormier Alberta Municipal Affairs, L. Cronk IBEW 1st District, P. Daigle Province of New Brunswick Dept of Public Safety, R. de Lhorbe Schneider Electric Canada, Inc., P. Desilets Leviton Manufacturing of Canada Limited, T. Driscoll OBIEC Consulting Ltd, K. Dunbar Government of the Northwest Territories, V. Gagachev Eaton, N. Hanna Electrical Safety Authority, S. Hoogenboom City of Calgary, U. Janisch Technical Safety BC, H. Lang Government of Yukon, J. Laouini Corporation des maîtres électriciens du Québec, R. Leduc Marex Canada Limited, G. Lobay CSA Consumer Network, D. MacLeod Department of Labour and Advanced Education, S. Mallikarachchi City of Winnipeg Planning, Property & Development, D. Mayne Government of NFD & Labrador Human Resource Secretariat, D. McCoil Otis Canada, Inc., G. Morfidge All Energy Techniques, J. Morrison QPS Evaluation Services Inc., J. Müller Nexans Canada Inc, T. Olechna Electrical Safety Authority, G. Paintal Underwriters’ Laboratories of Canada, S. Paulsen CSA Group, E. Randsalu Ontario Ministry of Community Safety & Correctional Services, D. Roberts Schneider Electric, K. Rodel Hubbell Canada ULC, J. Rowley City of Vancouver, T. Simmons British Columbia Institute of Technology, W. Sparks Doppelmayr Canada Ltd, A. Tsiserev AES Engineering, S. Turcot Bell Canada, J. Turner Swansea Consulting, J. Zukak Department of National Defence, T. Pope (Senior Proj. Manager) CSA Group K. Anderson Manitoba Hydro, R. Bartholomew Electric Power Equipment Ltd., G. Benjamin ABB Group, L. Cantelo Electrical Industry Training Centres of Alberta, D. Foster Canadian Homebuilders Association, K. Glubrecht Alberta Municipal Affairs, D. Harris Northern Cables Inc., P. Harris Akkore International, K. Hood, R. Horner Akkore International, M. Iafano Underwriter’s Laboratories Inc., R. Kummer Southwire, R. Lai Hubbell-Burndy LLC, P. Liberatore Canadian Copper and Brass Development Association, J. Martin ESAFE, A. Pottier Underwriter’s Laboratories of Canada, G. Razzo Technical Safety BC, M. Savostianik Bender Inc., G. Sawyer Marex Canada Ltd., A. Thornley City of Vancouver, S. Ulenek Hubbell-Burndy LLC, G. Wiles City of Edmonton,	Renaud, Jacques	CSA 50 % (2433,49 * 50%)	1 216,75 \$

Endroit(s) visité(s)	Date et durée du voyage	Personnes rencontrées	Nom des participants	Commentaires	Total des coûts
Edmonton (Alberta)	17 au 23 juin 2018	Province of New Brunswick Dept of Public Safety, R. de Lhorbe Schneider Electric Canada, Inc., P. Deslites Leviton Manufacturing of Canada Limited, T. Driscoll OBEC Consulting Ltd, K. Dunbar Government of the Northwest Territories, V. Gagachev Eaton, N. Hanna Electrical Safety Authority, S. Hoogenboom City of Calgary, U. Janisch Technical Safety BC, H. Lang Government of Yukon, I. Laouini Corporation des maîtres électriciens du Québec, R. Leduc Marex Canada Limited, G. Lobay CSA Consumer Network, D. MacLeod Department of Labour and Advanced Education, S. Mallikaratchi City of Winnipeg Planning, Property & Development, D. Mayne Government of NFLD & Labrador Human Resource Secretariat, D. McCol Otis Canada, Inc., G. Morlidge All Energy Techniques, J. Morrison QPS Evaluation Services Inc., I. Müller Nexans Canada Inc, T. Olechna Electrical Safety Authority, G. Paintal Underwriters' Laboratories of Canada, S. Paulsen CSA Group, E. Randsalu Ontario Ministry of Community Safety & Correctional Services, D. Roberts Schneider Electric, K. Rodel Hubbell Canada ULC, J. Rowley City of Vancouver, T. Simmonds British Columbia Institute of Technology, W. Sparks Doppelmayr Canada Ltd, A. Tsisseriev AES Engineering, S. Turcot Bell Canada, J. Turner Swansea Consulting, J. Zulak Department of National Defence, T. Pope (Senior Proj. Manager) CSA Group K. Anderson Manitoba Hydro, R. Bartholomew Electric Power Equipment Ltd., G. Benjamin ABB Group, L. Cantelo Electrical Industry Training Centres of Alberta, D. Foster Canadian Homebuilders Association, K. Glubrecht Alberta Municipal Affairs, D. Harris Northern Cables Inc., P. Harris Akkore International, K. Hood, R. Horner Akkore International, M. Iafano Underwriter's Laboratories Inc., R. Kummer Southwire, R. Lai Hubbell-Burndy LLC, P. Liberatore Canadian Copper and Brass Development Association, J. Martin ESAFE, A. Pottier Underwriter's Laboratories of Canada, G. Razzo Technical Safety BC, M. Savostianik Bender Inc., G. Sawyer Marex	Mercier, Stéphane	CSA 50 % (2672*50%)	1 336,28 \$
Saskatoon (Saskatchewan)	12 au 15 août 2018	Sidney Manning (Chair) Alberta Municipal Affairs Safety Services • Joe Rogers (Vice Chair) Government of Nova Scotia Department of Municipal Affairs • Ken Alaric Yukon Government Community Services • Don Barrett City of St. John's Dept of Building and Property Management • Yves Duchesne Régie du Bâtiment du Québec • Bill Fallow Province of New Brunswick Dept. of Public Safety • Jarrett Hutchinson BC Ministry of Energy and Mines & Minister Responsible for Housing & Sudhir Jha Government of Northwest Territories • Brian Trainor PEI Dept Environment, Energy & Forestry • Kevin Ernst (PMAC Chair) Oakville Stamping & Bending Ltd. • Henri Bouchard (PMAC) Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec • Ramon Chauhan (PMAC) Bibby-Ste-Croix • Jeff Cooper (PMAC) Conbraco Industries, Inc. • Tom Gervais Laars Heating Systems Company • Larry Gill (PMAC) IPEX Management Inc. • I. Scott Macdonald (PMAC) Envirogard Products Ltd. • Lance MacNevin (PMAC) The Plastic Pipe Institute • Pierre Paré (PMAC) Masco Canada Limited • Haemi Pollert (PMAC) Uponor, Ltd. • Harald Prell (PMAC) Vliessmann Manufacturing Company Inc • Shabbir Rawalpindiwala (PMAC) Kohler Co. Plumbing Division • Kevin Sharples (PMAC) Smith + Anderson • Matt Sigler (PMAC) Plumbing Manufacturers International • Billy Smith (PMAC) American Society of Plumbing Engineers (ASPE) • David Succurro (PMAC) Reliance Worldwide Canada • Carmelo Tripodi (PMAC) Moen Incorporated • Ian Chang Intertek Testing Services NA Ltd. • Edwin Ho IAPMO Research & Testing Inc • Qiaoli Meng ICC Evaluation Services, LLC • Shawn Paulsen CSA Group • Tom Spoden Water Quality Association • France Lemieux (Associate) Health Canada, Water, Air, and Climate Change • Christopher McLellan (Associate) Natural resources Canada • Patrique Tardif (Associate) National Research Council Canada • Kevin Wong (Associate) Canadian Water Quality Association (CWQA) • Terry Burger NSF International • Kamal Gogna City of Toronto	Duchesne, Yves	ICPC 100 %	0,00 \$
Ottawa (Ontario)	28 au 30 août 2018	Réglementation : Patrick Andres et Deerish Rambaruth (Ontario), Justin Pockar et Rick Klassen (Saskatchewan), Zachary May (BC) et Stan Dueck (Yukon) ; Design Review : Lisa Hasan (Québec), David Bailey, Steve Kemp et Andrew Oding (ontario) ; Construction : Steven Crowell (Nouvelle-Ecosse), Robert McMillan, Rick Marshall (Prairies), Bob Deeks et Rick Bortolussi (BC); Système du bâtiment : Martin Roy (Québec); Gestion des opérations dans le bâtiment : Colleen O'Keefe (Terre-Neuve) et Mark Peer (Territoires du Nord-Ouest) ; Intérêt public : Trevor Imhoff ; Recherches et Développement : Heather Hayne (Ontario) et Laverne Dalgleish (Prairies) ; Service public : Andrew Pride (Ontario, chair), Colleen Kuruuk (Prairies) et Toby Lau (BC Hydro); Gestion de l'énergie (Gouvernement) : Wilma Leung (BC) ; Personnel du CNRC : Zeghal Morshed, Rizwan Ullah et André Laroché ; NRCan : Jim Contois ou Frédéric Genest ; et	Lessard, Nathalie	CNRC 100 %	0,00 \$
Mississauga (Ontario)	20 sept. 2018	Membres du comité	Gagnier, Éric		516,48 \$
Ottawa (Ontario)	1 et 2 octobre 2018	Voir onglet CCPT_élargi	Garcia, Silvia		454,31 \$

Endroit(s) visité(s)	Date et durée du voyage	Personnes rencontrées	Nom des participants	Commentaires	Total des coûts
Toronto (Ontario)	9 au 11 octobre 2018	J.-F. Gauthier, S. Lajole (Gaz Métro), Victor Fe Fortis, S. Pogorski (Jenmar concepts), Ted Williams (Natural Gas Direct), A. Davidson (Change Energy), Ry Smith (Change Energy)	Renaud, Jacques	CSA 50 % (1036,93 * 50%)	518,47 \$

Endroit(s) visité(s)	Date et durée du voyage	Personnes rencontrées	Nom des participants	Commentaires	Total des coûts
Mississauga (Ontario)	12-oct-18	• Warrick Hydro : S. Woronik, K. Khutostrik	Gagnier, Éric		54588 \$
		• Oro-Medonte: R. Guinn			
		• Natural Resources Canada: C. Baumgartner			
		• Ecolnovation: D. Beauchemin, M. Fontaine			
		• Waterycycles Energy Recovery: A. Cayer			
Ottawa (Ontario)	5 au 7 novembre 2018	• CSA : F. DiFalco, L. Pilla	Belanger, Claire	CNRC 100 %	0,00 \$
		• Ipey : L. Gill			
		• Ontario Municipal Affairs and Housing : K.Hui			
		• A. Knapp associates			
		• Promival inc : F. Michel			
Vancouver (Colombie-Britannique)	14 au 17 novembre 2018	• RenewAbility : G. Van Decker	Garcia, Silvia		1 835,45 \$
		• Conseil national de recherches du Canada (CNRC)			
		• Organismes provinciaux			
		• Représentants du milieu de la construction			
		Voir onglet CCPTPC			
Ottawa (Ontario)	22 au 23 novembre 2018	Voir onglet CCNSP	Garcia, Silvia		486,92 \$
		Voir le déplacement du 10-16 juin 2018			
		Voir onglet CCCBPI			
		Dean Taleb Program Manager, Technical Services SCC Staff, Bei Wang Lead Specialist, Technical Services SCC Staff, Stephanie Larose Senior Policy Analyst SCC Staff, Pierre Bégin Technical Expert SCC Staff - Contractor, Sidney Manning IGAC/ Provincial Plumbing and Gas, Administrator for Alberta, Daniel Balcha IGAC/ Engineer Office of the Fire Commissioner Manitoba, Nancy Harna CACES – Director Engineering and Program Development – ESA, Dan Cheddi Harm Mitigation Technologist – ESA RAAB/AHI, Helko Neugebauer Inspection Body Program Manager Intertek – Accredited IB, Jacques Martin, Technical Manager, ES&EF – Accredited IB			
		Chris Kafel (Alcetra Hydro), James Callow (Budget Propane), Greg Fabbuzzo (Enbridge), James Daniels (Toronto Hydro), Rob McKeown (Toronto Hydro), George Prociw (Union Gas, Robert Vlasic (Union Gas), Adrian Pierorazio (BaskerRisk), Kourosh Manouchehri (TSSA), Jorge Larez (TSSA), Ray Yousef (ESA), Jason Hovosyhn (ESA)			
Vancouver (Colombie-Britannique)	18 au 22 février 2019	Autres juridictions provinciales canadiennes, distributeurs de gaz naturel canadiens, fabricants de tuyauterie et accessoires et consultants canadiens.	Gauthier, Pierre	CSA 50 % (2652,33 * 50%)	1 326,17 \$
		CHAIR: Dr. Andrei V. Tchoulev, AVT and Associates. Liam Quinlan, Powertech Labs, George Skinner, Ballard Power Systems, Hugh Boniface, Canadian Nuclear Labs			
		garth hauch, praxair (soon to be linde), Spencer quong, toyota canada, Mark Hollett, ballard power systems. pierre beaubien, air liquide, lee gardner, Canadian Nuclear Labs, jean-noël cloutier, hydro-québec (ite), gerhard schmidt, htec, Brigid Gillis, tssa, Ry Smith, change energy services, Michael Vale, hydrogenics, shane day, clean fuel systems, Aaron Hoskin, NRCan, ALTERNATES, Sean Allan, CSA Group, Mark Murphy, Hydrogenics Corp.			
		EXPERTS AND OBSERVERS, Jim Ferrero, AVT and Associates, Sara Marxen, CSA Group, Carl Rivkin, Chair nipa 2., Jennifer Hamilton, california fuel cell partnership			
		STANDARDS DEVELOPER, Jonathan Lafontaine, BNQ			
Vancouver (Colombie-Britannique)	18 au 22 février 2019		Renaud, Jacques	CSA 50 % (1810,28 * 50%)	905,14 \$

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-02

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2018-2019:

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

a) Raison du déplacement	b) Itinéraire et dates de départ/retour		c) Coûts ventilés
	Itinéraire	Dates de départ et de retour	
Déplacement pour un atelier à Toronto	Montréal-Toronto-Montréal	2018-05-01 au 2018-05-02	979,86 \$
Rencontre du Comité consultatif national sur la sécurité publique (CCNSP)	Montréal-Banff-Montréal	2018-05-28 au 2018-05-31	2865,34 \$
29 ^e rencontre annuelle du Comité consultatif provincial-territorial sur les politiques et les codes (CCPTPC)	Montréal-Terre-Neuve-Montréal	2018-06-09 au 2018-06-12	1374,75 \$
Comité consultatif provincial-territorial sur les politiques et les codes (CCPTPC)	Montréal-Vancouver-Montréal	2018-11-14 au 2018-11-17	1835,45 \$

L'information fournie à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17).

<https://www.rbq.gouv.qc.ca/transparence/>

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-03

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2018-2019, et les prévisions pour 2019-2020;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Les informations sur les contrats de moins de 25 000 \$ figurent dans le tableau annexé à la présente fiche.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. La RBQ n'a aucun contrat du plus de 25 000 \$ en publicité pour 2018-2019.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 24**).

<https://www.rbq.gouv.qc.ca/transparence/>

Annexe à la fiche RG-03Campagnes de publicité et de sensibilisation 2018-2019 (contrats de moins de 25 000 \$)						
Campagnes de sensibilisation						
Nom de la campagne	Coût	Nom de la firme	Mode d'octroi	Média (ou moyen) choisi	Dates diffusion	Objectifs visés
Journal RBQ Express	90,00 \$	Groupe ETR	Contrat gré à gré	Distribution de dépliants informatifs	25-oct-18	Informier les intervenants des nouveautés dans notre réglementation (accessibilité dans les logements d'habitation).
Journal RBQ Express - spécial CMMITQ	106,00 \$	NumeriQca	Contrat gré à gré	Distribution de dépliants informatifs	11-avr-18	Informier les entrepreneurs des nouveautés dans notre réglementation (multi-domaines).
Dépliants 2431 - Avis aux titulaires d'un permis d'utilisation d'équipement pétrolier	223,03 \$	Irving	Contrat gré à gré	Distribution de dépliants informatifs	Tout au long de l'année	Informier les titulaires d'un permis d'utilisation d'équipements pétroliers à risque élevé qu'une mise à jour de leur dossier va être effectuée à la suite des changements réglementaires
Feuillelet point de service RBQ	33,29 \$	Irving	Contrat gré à gré	Distribution de dépliants informatifs	21 decembre 2018	Informier les entrepreneurs et les futurs entrepreneurs des services qui sont offerts au point de service de la RBQ à Québec
Journal RBQ express- spécial CMEFQ	43,75 \$	Irving	Contrat gré à gré	Distribution de dépliants informatifs	16-oct-18	Informier les entrepreneurs de l'entrée en vigueur des modifications aux Codes en électricité.
Dépliants pour ACSIQ- Guide sur la tenue du registre d'inspection	138,36 \$	Irving	Contrat gré à gré	Distribution de dépliants informatifs	sept-18	Informier les intervenants de la publication du Guide sur la tenue du registre d'inspection
Dépliants 2337 - Votre sécurité et le propane	990,00 \$	Audaz	Contrat gré à gré	Distribution de dépliants informatifs	Tout au long de l'année	Sensibiliser et promouvoir auprès des citoyens les comportements sécuritaires à adopter lors de l'utilisation du propane
Dépliants 1746 - Construisez et rénovez dans les règles	351,00 \$	Deschamps impression	Contrat gré à gré	Distribution de brochures informatives	Tout au long de l'année	Informier les consommateurs avant d'entreprendre des travaux de rénovation en toute légalité (conseils)
Feuillelet d'information pour le Salon Habitation	236,00 \$	CoplExpress enr.	Contrat gré à gré	Distribution de dépliants informatifs	févr-19	Informier les consommateurs avant d'entreprendre des travaux de construction ou de rénovation (aide-mémoire)
Dépliants Paiement en ligne	706,00 \$	CoplExpress enr.	Contrat gré à gré	Distribution de dépliants informatifs	Tout au long de l'année	Informier les entrepreneurs et les constructeurs-propriétaires de la possibilité de mettre son dossier à jour et de payer leur maintien de licence en ligne et d'ajouter une adresse de correspondance à leur dossier
Dépliants Être répondant, plus qu'une simple formalité	620,00 \$	CoplExpress enr.	Contrat gré à gré	Distribution de dépliants informatifs	Tout au long de l'année	Dépliant remis dans la pochette d'accueil du nouvel entrepreneur qui l'informe de ses responsabilités s'il est répondant.
Journal RBQ Express - spécial COMBEQ	106,58 \$	Copies de la Capitale	Contrat gré à gré	Distribution de dépliants informatifs	avr-18	Informier les intervenants des nouveautés dans notre réglementation.
Capsule vidéo pour la CMEQ de M. Beaudoin	958,00 \$	MTESS	Contrat gré à gré	Capsule vidéo	automne 2018	Sensibiliser les entrepreneurs de l'importance de la formation sur les modifications aux Codes en électricité.
Cahier explicatif - modifications chapitre V, Électricité	2 562,00 \$	CSPQ	Contrat négocié par le CSPQ	Distribution du cahier explicatif	août-18	Informier les intervenants des principales modifications au chapitre V, Électricité
Guide de la Tournée provinciale (participant)	11 500,00 \$	CSPQ	Contrat négocié par le CSPQ	Distribution documents de formation	Septembre 2018 à janvier 2019	Informier les entrepreneurs des principales modifications au chapitre V, Électricité
Réimpression-Guide de la Tournée provinciale (participant)	18 528,00 \$	CSPQ	Contrat négocié par le CSPQ	Distribution documents de formation	Janvier 2019 à avril 2019	Informier les entrepreneurs des principales modifications au chapitre V, Électricité
Brochures Plan de garantie (Maison) version anglaise	7 635,98 \$	CSPQ	Contrat négocié par le CSPQ	Distribution de brochures informatives	Tout au long de l'année	Informier les nouveaux acheteurs (maison) des détails concernant la garantie des bâtiments résidentiels neufs.
Narration pour site web	3 250,00 \$	MTESS	Contrat gré à gré	Diffusion d'un outil de formation (multimédia)	Tout au long de l'année	Informier les entrepreneurs des principales modifications au chapitre V, Électricité
Accessibilité dans les logements d'habitation - nouvelles exigences	3 858,68 \$	Atelier des Vieilles Forges	Contrat gré à gré	envoi massif	30-oct-18	Lettre envoyée à tous les entrepreneurs qui détiennent une sous-catégorie de licence touchée de près ou de loin par la nouvelle réglementation sur l'accessibilité à l'intérieur des logements d'habitation.
Façades	302,12 \$	Atelier des Vieilles Forges	Contrat gré à gré	envoi massif	18-oct-18	Lettre envoyée aux propriétaires de bâtiment de 5 étages et plus hors sol pour leur rappeler leur obligation de faire inspecter les façades de leur bâtiment et de maintenir à jour leur registre d'entretien.
Tours de refroidissement dans les arénas	24,67 \$	Atelier des Vieilles Forges	Contrat gré à gré	envoi massif	13-sept-18	Rappel aux propriétaires d'ITRE de leur obligation de suivre leur programme d'entretien et de leurs autres responsabilités concernant les ITRE.
Installation sous pression - nouveau règlement et rencontres d'information	665,00 \$	Atelier TAQ	Contrat gré à gré	envoi massif	août-18	Informier les intervenants du nouveau règlement et des rencontres d'information
Guide sur les dispositifs antirefoulement	1 190,93 \$	CMMITQ	Contrat gré à gré	Distribution de feuillets informatifs	Tout au long de l'année	Informier les personnes qui interviennent sur les réseaux d'eau potable pourquoi il est important de les protéger contre la contamination en installant des DAr
Feuillelet 2374 - Lors de l'installation d'un compteur d'eau, protégez le réseau d'eau potable	148,34 \$	Copies de la Capitale	Contrat gré à gré	Distribution de brochures informatives	Tout au long de l'année	Informier les propriétaires de bâtiment qu'ils doivent protéger le réseau d'eau potable avec un DAr
RBQ Express - spécial APCHQ	111,00 \$	Irving	Contrat gré à gré	Distribution de feuillets informatifs	23-août-18	Informier les intervenants des nouveautés dans notre réglementation (accessibilité dans les logements d'habitation).

Congrès, Colloques et Salons						
Location espace, transport, montage kiosque et visibilité.	Coût	Nom de la firme	Mode d'octroi	Média (ou moyen) choisi	Dates diffusion	Objectifs visés
Para-post "Vers un environnement accessible pour tous"	268,70 \$	Impecca	Contrat gré à gré	Para-post	22-août-18	Pour accompagner les présentateurs de la RBQ lors d'explication de contenus touchant à l'accessibilité en général.
Toile pour kiosque - nouvelle image institutionnelle	1 366,24 \$	Impecca	Contrat gré à gré	Toile	Tout au long de l'année	
Para-post nouvelle image institutionnelle	389,85 \$	Impecca	Contrat gré à gré	Para-post	18-avr-18	
Association des consommateurs pour la qualité dans la construction (ACQC)	10 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Partenariat et plan de visibilité	Tout au long de l'année	Soutenir l'association afin de promouvoir ses services d'aide dans le domaine de la construction auprès des consommateurs.
Congrès de la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec (CMMTQ)	5 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Partenariat et plan de visibilité	21-22 avril 2018	Sensibiliser les intervenants sur leur rôle dans l'application de la réglementation et des nouveautés à venir
Sommet de la Construction de l'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ)	2 500 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Participation table ronde et plan de visibilité	30 avril 2018	Faire le point sur l'industrie de la construction et ses principaux enjeux et défis (avec CCQ et CNESST)
Congrès de la Corporation officiers municipaux en bâtiment & environnement du Québec (COMBEQ)	2 500 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Partenariat et plan de visibilité	3 au 5 mai 2018	Sensibiliser les intervenants sur leur rôle dans l'application de la réglementation et des nouveautés à venir
Congrès de l'Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ)	10 237 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Partenariat, kiosque et documents	2 au 5 juin 2018	Sensibiliser les intervenants sur leur rôle dans l'application de la réglementation (CBCS)
Séminaire de perfectionnement des intervenants en sécurité incendie du Québec (SPISIQ)	6 978 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Kiosque et plan de visibilité	13 au 15 septembre 2018	Sensibiliser les intervenants sur leur rôle dans l'application de la réglementation (CBCS)
Tournée provinciale de formation - chapitre V, Électricité (CMEQ)	5 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Partenariat et documents	Septembre 2018 à avril 2019	Informar les entrepreneurs des principales modifications au chapitre V, Électricité
Congrès de l'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ)	600 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Documents	19-20 octobre 2018	Sensibiliser les intervenants sur le sujet de l'accessibilité dans les logements d'habitation
Congrès de la Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ)	7 590 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Partenariat et atelier	19-20 octobre 2018	Sensibiliser les intervenants en électricité et informer sur les modifications réglementaires à venir
Événements CONTECH - bâtiment (Qc et MTL)	15 176 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Kiosques, ateliers et documents	25 octobre, 22 novembre 2018	Sensibiliser les intervenants sur le sujet de l'accessibilité dans les logements d'habitation
Rendez-vous de l'habitation - Société d'habitation du Québec (SHQ)	3 283 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Kiosques, ateliers et documents	12-nov-18	Sensibiliser les intervenants sur le sujet de l'accessibilité dans les logements d'habitation
ExpoHabitation de Montréal	10 728 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Kiosque et documents	7 au 10 février 2019	Sensibiliser les citoyens sur le rôle de la RBQ et les intervenants sur leurs responsabilités
Congrès Corporation des entrepreneurs généraux du Québec (CEGQ)	5 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Contrat négocié	Partenariat et plan de visibilité	20 au 22 février 2019	Sensibiliser les intervenants sur leur rôle et sur les nouveautés dans la réglementation
CSPQ - Frais d'entreposage du kiosque et matériel	880 \$	CSPQ	Contrat négocié par le CSPQ		Tout au long de l'année	Entreposage sécuritaire du matériel promotionel de la RBQ
Campagnes de publicité						
Nom de la campagne	Coût	Nom de la firme	Mode d'octroi	Média choisi	Dates diffusion	Objectifs visés
Pas de licence, pas de facture, pas de recours	3 500,00 \$	Interne RBQ	Contrat négocié	Éditions Protégez-vous Guide pratique Portes et fenêtres 2018	juin-18	Sensibiliser les consommateurs sur l'importance d'engager un entrepreneur détenant une licence RBQ
La CMMTQ et la RBQ, une collaboration constructive !	2 600,00 \$	Interne RBQ	Contrat négocié	Magazine IMB	août-18	Sensibiliser les intervenants sur les nouvelles exigences réglementaires (multi-domaines)
Accessibilité dans les logements d'habitation - nouvelles exigences	2 055,00 \$	Interne RBQ	Contrat négocié	Magazine Constructo Transcontinental médias	oct-18	Informar les lecteurs du magazine de l'entrée en vigueur du nouveau règlement

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-04

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.): Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe:

- d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

Évènement organisé par la RBQ :

Aucun événement n'a été organisé par la RBQ pour cette période.

Évènement organisé par un professionnel ou par une firme externe :

Aucun événement n'a été organisé par un professionnel ou par une firme externe pour cette période.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-05

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

Organisées par le ministère ou l'organisme :

Nous n'avons pas de formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme.

Données par une firme externe :

- Montant : 1 150 \$
Nom du fournisseur : WAQ 2019 : Le festival numérique qui vous en mettra plein la vue
But visé par la dépense : apprendre les bonnes pratiques relatives aux différentes dimensions du numérique : communication et marketing, développement, design et innovation.
- Montant : 299 \$
Nom du fournisseur : Isarta Inc.
But visé par la dépense : apprendre à bâtir des plans de communication plus efficace.
- Montant : 445 \$
Nom du fournisseur : UQAM – Service de formation universitaire en région
But visé par la dépense: apprendre à évaluer et à mesurer des campagnes de communication internes et externes.
- Montant : 445 \$
Nom du fournisseur : UQAM – Service de formation universitaire en région
But visé par la dépense: apprendre à rédiger pour le web.
- Montant : 495 \$
Nom du fournisseur : UQAM – Service de formation universitaire en région
But visé par la dépense: perfectionnement des relations avec les médias.
- Montant : 445 \$
Nom du fournisseur : UQAM – Service de formation universitaire en région
But visé par la dépense: perfectionnement en rédaction de discours/allocutions.
- Montant : 420,75 \$
Nom du fournisseur : UQAM – Service de formation universitaire en région
But visé par la dépense: apprendre à utiliser l'outil de présentation Prezi.

- Montant : 445 \$
Nom du fournisseur : UQAM – Service de formation universitaire en région
But visé par la dépense: perfectionnement en rédaction de discours/allocutions.
- Montant : 1 245 \$
Nom du fournisseur : Accent formation
But visé par la dépense : perfectionnement en rédaction de discours.
- Montant : 225 \$
Nom du fournisseur : Magistrad inc.
But visé par la dépense: apprendre à rédiger pour le web.
- Montant : 850 \$
Nom du fournisseur : RT Comm
But visé par la dépense: perfectionnement des relations avec les médias.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).
<https://www.rbq.gouv.qc.ca/transparence/>

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-06

La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes ou la firme qui a donné la formation;
- e) les personnes qui ont reçu la formation.

Sans objet pour la RBQ.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).
<https://www.rbq.gouv.qc.ca/transparence/>

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-07

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2018-2019, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Les informations sur les contrats de moins de 25 000 \$ figurent dans le tableau annexé à la présente fiche.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement : <https://seao.ca/>.

ÉTUDE DES CRÉDITS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

RG-07_ANNEXE 1

1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

Contrats octroyés		
#	Fournisseur	Montant contrat
1.	9145-0809 Québec inc.	1 056,68 \$
2.	9553355 Canada inc.	2 500,00 \$
3.	AFI expertise inc.	1 620,00 \$
4.	Alphinat inc.	1 440,00 \$
5.	Ampèreformant	7 540,00 \$
6.	Atelier des Vieilles Forges inc.	14 750,00 \$
7.	Bureau de conférenciers Orizon inc.	4 000,00 \$
8.	CBCI Télécom	19 645,50 \$
9.	CBCI Télécom	12 572,52 \$
10.	Château Royal inc.	6 120,60 \$
11.	CIRA Services médicaux inc.	1 495,00 \$
12.	Connexe Technologie inc.	9 500,00 \$
13.	CSA Group	3 960,00 \$
14.	CSA Group	1 260,00 \$
15.	CSA Group	7 378,14 \$
16.	Éditions Yvon Blais inc.	2 964,00 \$
17.	Fonds de Solidarité FTQ	5 159,00 \$
18.	Formation Qualitemps inc.	2 360,00 \$
19.	Formatout inc.	3 750,00 \$
20.	Gestions zéro 1 Mtl inc.	20 000,00 \$
21.	Gestions zéro 1 Mtl inc.	3 477,98 \$
22.	GRICS	1 197,00 \$
23.	Groupe de consultation pour le maintien et la création d'emploi du Québec	24 500,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

RG-07_ANNEXE 1

1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

Contrats octroyés		
#	Fournisseur	Montant contrat
24	Groupe Quadriscan	2 655,00 \$
25	Holiday Inn Longueuil	6 456,21 \$
26	Hôtel Delta Trois-Rivières	8 000,00 \$
27	Hôtel Gouverneur - Trois-Rivières	2 133,80 \$
28	IHS Markit	2 384,00 \$
29	Intervention prévention inc.	9 450,00 \$
30	JLR Recherche immobilière inc.	20 000,00 \$
31	Julien-Leblanc Traiteur	1 190,50 \$
32	Julien-Leblanc Traiteur	1 038,50 \$
33	Le Courrier parlementaire (Publication Mass-Média inc.)	1 320,00 \$
34	Les Uniformes Moderna	1 593,00 \$
35	Logiciel HMS Software	5 496,98 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

RG-07_ANNEXE 1

1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

Contrats octroyés		
#	Fournisseur	Montant contrat
36	Micro Logic Sainte-Foy ltée	8 398,80 \$
37	Morneau Shepell Ltd.	17 696,00 \$
38	Mouvement québécois de la qualité (M.Q.Q.)	2 025,00 \$
39	Multihexa Québec inc.	2 090,00 \$
40	National Board of Boiler And Pressure Vessel Inspectors	2 500,00 \$
41	Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	1 953,43 \$
42	Paquette & Associés, huissiers de justice S.E.N.C.R.L.	1 311,40 \$
43	Rancourt, David	4 800,00 \$
44	Rodimax inc.	7 560,00 \$
45	Santinel inc.	11 889,51 \$
46	Société Plan de Vol inc.	4 790,00 \$
47	Society of Fire Protection Engineers (SFPE) Conseil Saint-Laurent	6 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

RG-07_ANNEXE 1

1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

Contrats octroyés		
#	Fournisseur	Montant contrat
48	Solutions & Co. enr.	4 909,24 \$
49	Solutions Management inc.	23 100,00 \$
50	Staples Advantage	1 036,40 \$
51	Sténofac inc.	2 571,00 \$
52	Systèmes canadiens Kronos inc.	9 865,74 \$
53	Systèmes canadiens Kronos inc.	17 974,44 \$
54	TB4C	24 640,00 \$
55	Technologia Formation	4 250,00 \$
56	Teknion Roy & Breton inc.	12 190,65 \$
57	Tenaquip ltée	5 874,96 \$
58	Turner, Sylvain	4 660,28 \$
59	Wolters Kluwer Québec ltée	1 693,00 \$

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-08

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2018- 2019 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e) faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) Le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

Aucun contrat octroyé par la Régie du bâtiment du Québec n'a fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-09

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions ;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

a) Liste des soumissions et le montant de chacune

Nom de l'adjudicataire	Montant de la soumission
Raymond Chabot Grant Thornton & Cie S.E.N.C.R.L.	67 875 \$
Linovati inc.	1 935 000 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-10

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2018-2019, en indiquant, pour chaque contrat:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-11

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018- 2019:

- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié pour l'exercice financier 2018-2019, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer:

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années

Les services associés aux technologies de l'information sont impartis au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et au Centre de services partagés du Québec (CSPQ), à l'exception des fonctions de pilotage et de gouvernance, qui sont effectuées par le personnel de la RBQ. L'objectif est de bénéficier d'économie d'échelle sur les services offerts par le MTESS et le CSPQ aux plusieurs ministères et organismes qu'ils desservent.

En ce qui concerne le logiciel libre, c'est le MTESS et le CSPQ qui évalue la pertinence de telles solutions au regard des besoins, en prenant en considération les infrastructures existantes.

Les informations sur les projets de développement informatique dont la réalisation est confiée au MTESS figurent dans le tableau de la page suivante.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante :

<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

Nom du projet	Nature du projet	Budget initial prévu pour l'ensemble du projet	Dépenses estimées 2018-2019 (au 28 février 2019)	Pourcentage de réalisation	Statut	Utilisation des logiciels libres
Adresse non-structurée	Le projet vise à permettre d'associer une adresse de type "Adresse supplémentaire" à un site sans adresse, tel un poteau électrique ou un bris de canalisation au centre d'une rue.	188 000 \$	26 420\$	100%	Terminé	Note 1
Améliorer système pour intégrer les recommandations de la Commission Charbonneau	Le projet vise la mise en œuvre des éléments TI provenant du projet de loi 162.	519 820 \$	175 918 \$	100%	Terminé	Note 1
Système d’information pour les enquêtes	Programme composé de quatre (4) projets ayant pour objectif de doter la RBQ de systèmes permettant la gestion du renseignement, des enquêtes et des poursuites.	6 300 000 \$	499 854 \$	N/A	En cours	Note 2
Système de soutien aux activités d’inspection	Développement d’une solution permettant de moderniser le système de soutien aux interventions d’inspection	8 993 000 \$	258 844 \$	N/A	En cours	Note 3
Remplacer Biztalk 2006 et Windows Server 2003 pour désuétude	Développer une solution qui permettra le remplacement de l’application Biztalk 2006	337 825 \$	216 116 \$	75%	En cours	Note 4

Note 1 : Le système mission de la RBQ est basé sur le progiciel Oracle Siebel. Ces projets font partie de la stratégie de modernisation des systèmes applicatifs de la RBQ.

Note 2 : La préparation des dossiers d’affaires composant le programme sont en cours et une évaluation sommaire des coûts globaux du projet établit un coût de 6,3 M\$ et un délai de réalisation de trois ans.

Note 3 : La préparation du dossier d’affaires composant le projet est en cours et une évaluation sommaire des coûts globaux du projet établit un coût de 9 M\$ et un délai de réalisation de trois ans

Note 4 : L’objectif du projet est de se libérer des licences Biztalk 2006 et de Windows serveur 2003, à l’aide d’un développement maison.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-13

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I a) au Québec
 - II b) à l'extérieur du Québec

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

Ce tableau correspond aux dépenses pour les membres de la haute direction.

Dépenses	1 ^{er} avril 2018 au 28 février 2019
a) la photocopie	19 426,94 \$
b) le mobilier de bureau	12 190,65 \$
c) l'ameublement - divers mobiliers pour la RBQ	0 \$
d) décoration et embellissement	0 \$
e) le distributeur d'eau de source	0 \$
f) le remboursement des frais de transport	22 704,54 \$
g) le remboursement des frais d'hébergement	18 226,48 \$
h) le remboursement des frais de repas	10 078,41 \$
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0 \$
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement <ul style="list-style-type: none"> • au Québec • à l'extérieur du Québec 	1 891,38 \$ 0,00 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-14

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2018-2019, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres) utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) le coût des frais d'itinérance;
- j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

d) Coût d'acquisition des appareils (téléphones et tablettes) : l'appareil est généralement fourni gratuitement à la signature du contrat, ou à prix réduit, et les acquisitions se faisant de façon décentralisée, il n'y a pas de compilation au niveau organisationnel.

e) et f) Depuis août 2012, le coût des contrats téléphoniques est assimilable au coût d'utilisation. De façon générale, les contrats téléphoniques sont basés sur une offre gouvernementale standard pour tous les ministères et organismes.

i) Les frais d'itinérances ne sont pas inclus dans les frais mensuels et sont tarifés selon le contrat des services cellulaires 2015-2025 conclu par le CSPQ et les fournisseurs de service

j) Il y a peu ou pas de coût de résiliation à la RBQ, car on évite généralement de résilier un contrat; en cas de départ de l'employé, l'appareil est conservé pour un nouvel utilisateur.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 25**).
<https://www.rbq.gouv.qc.ca/transparence/>

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-15

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie de moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégories d'emploi.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020: l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020: l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
- q) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi.
- r) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020: l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs.
- s) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020: le nombre de postes vacants.

Les réponses sont données aux pages suivantes.

a-b) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC...)

Les données présentées sont celles de l'année 2018-2019. Les pourcentages présentés sont établis en comparant les données de l'**effectif régulier** par rapport à l'**effectif régulier total en lien d'emploi au 27 février 2019**, soit 444 employés réguliers.

Répartition par catégorie d'emplois, sexe et groupe d'âge
(données au 27 février 2019)

Personnel d'encadrement						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	16	3,6	19	4,3	35	7,9
Total	16	3,6	19	4,3	35	7,9
Professionnels						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	5	1,1	16	3,6	21	4,7
35 ans et plus	59	13,3	60	13,5	119	26,8
Total	64	14,4	76	17,1	140	31,5
Fonctionnaires						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	3	0,7	23	5,2	26	5,9
35 ans et plus	131	29,5	112	25,2	243	54,7
Total	134	30,2	135	30,4	269	60,6
TOTAL						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	8	1,8	39	8,8	47	10,6
35 ans et plus	206	46,4	191	43,0	397	89,4
Total	214	48,2	230	51,8	444	100,0

Répartition des membres de groupes cibles par catégorie d'emplois et groupe d'âge
(données au 27 février 2019)

Personnel d'encadrement				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	0	0	0
35 ans et plus	0	0	0	5
Total	0	0	0	5

Professionnels				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	0	0	3
35 ans et plus	4	0	1	24
TOTAL	4	0	1	27

Fonctionnaires				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	1	0	0	5
35 ans et plus	4	3	1	91
Total	5	3	1	96

TOTAL								
Groupes d'âge	Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
- de 35 ans	1	0,2	0	0,0	0	0,0	8	1,8
35 ans et plus	8	1,8	3	0,7	2	0,5	120	27,0
Total	9	2,0	3	0,7	2	0,5	128	28,8

Mise en garde : Il n'est pas possible de calculer un taux de représentativité global des membres de groupes cibles en additionnant le taux de représentativité pour chacun des groupes cibles, car les cibles de représentativité sont établies pour chacun des groupes et non pour l'ensemble. Par ailleurs, un même individu peut se retrouver dans plus d'un groupe cible.

Les données pour les questions c) d) e) f) et g) concernent le personnel régulier et occasionnel assujetti à la Loi sur la fonction publique.

c) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL (données au 1^{er} mars 2019)
Les données fournies incluent les absences en maladie (code 120) et les absences en invalidité (codes 246 et 248).

Catégories	2018-2019
Personnel d'encadrement	297,5
Professionnels	1 839,0
Fonctionnaires	4 504,5
Total	6 641,0

d) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (données au 27 février 2019) ¹

Catégorie d'emplois	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Personnel d'encadrement	13	10	8	4
Professionnels	53	59	20	18
Fonctionnaires	172	98	31	13
Total	238	167	59	35

¹ Au 27 février 2019 (paie 24), le total des employés réguliers et occasionnels à la RBQ, est de 499.

e) LE NOMBRE D’HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES, LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL (données au 28 février 2019)

Catégories	2018-2019 (heures supplémentaires)		
	Nombre d’heures payées	Nombre total d’heures compensées	Total
Professionnels	2 531,80	1 067,33	3 599,13
Fonctionnaires	3 923,05	1 595,08	5 518,13
Total	6 454,85	2 662,42	9 117,26

f) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL (données au 1^{er} mars 2019)
Le nombre de jours de vacances fait référence à l’utilisation du code d’absence 110.

Catégories	2018-2019
Personnel d’encadrement	740,5
Professionnels	2 639,5
Fonctionnaires	5 553,0
Total	8 933,0

g) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (données au 27 février 2019)¹

Catégorie d’emplois	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Personnel d’encadrement	20	15	0	0
Professionnels	89	59	2	0
Fonctionnaires	216	98	0	0
Total	325	172	2	0

¹ Au 27 février 2019 (paie 24), le total des employés réguliers et occasionnels à la RBQ, est de 499.

h) LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

Cette question n’est pas pertinente à l’étude des crédits.

i) LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D’UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D’UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L’ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS

En ce qui a trait à l’information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d’emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d’un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l’article 54 de la Loi sur l’accès. Le paragraphe 1^o de l’article 53 ainsi que le premier alinéa de l’article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l’amalgame des renseignements recherchés n’a pas un caractère public conformément à l’article 57 de la Loi sur l’accès.

j) L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIÈRES ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

Régions administratives	2018-2019 (au 27 février 2019)				
	Cadre	Prof.	Tech.	Soutien	Total
01 Bas- Saint-Laurent		1	6	1	8
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean			6	1	7
03 Capitale-Nationale	14	55	39	10	118
04 Mauricie		1	5	2	8
05 Estrie	1	1	4		6
06 Montréal	15	77	68	43	203
07 Outaouais		1	6		7
08 Abitibi-Témiscamingue				1	1
13 Laval	2	3	39	7	51
16 Montérégie	3	1	28	3	35
Total	35	140	201	68	444

k) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS RÉGULIERS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR (EXPERT ET ÉMÉRITE)

Année	Catégories d'emploi	Total
2018-2019 (au 27 février 2019)	Professionnel	24

l) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS RÉGULIERS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

Année	Personnel d'encadrement	Professionnels	Fonctionnaires	Total
2018-2019 (au 27 février 2019)	0	2	1	3

Les données incluent uniquement le personnel ayant un traitement hors échelle.

m) LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPALE DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGION) :

Se référer à la réponse de RG15 j).

n) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR LES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

o) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

p) LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉS PAR RAISONS DU DÉPART :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

q) LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS, VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI :

Aucun poste n'a été aboli à la RBQ en 2018-2019 (au 27 février 2019).

r) L’EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

s) LE NOMBRE DE POSTES VACANTS

On dénombre 51 postes vacants à la RBQ (au 27 février 2019).

SOURCE : MTESS

COLLABORATION :

VALIDATION : Chantal Lortie

DATE : 2019-04-01

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-16

- a) Pour chaque ministère et organisme public, par direction, pour l'année 2018-2019 et les prévisions pour l'année 2019-2020 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) Pour chaque ministère et organisme public, par direction, pour l'année 2018-2019 et les prévisions pour l'année 2019-2020 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organisme public, par direction, pour l'année 2019-2020 de : d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

a) Le nombre de départs à la retraite 2018-2019

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

La Régie du bâtiment du Québec dénombre 19 départs à la retraite au 28 février 2019 pour 2018-2019.

c) Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020 et les indemnités de retraites qui seront versées

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

Au cours de la période du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019, la Régie du bâtiment du Québec a engagé 5 retraités de la fonction publique par voie de recrutement à titre d'employé occasionnel.

La Régie du bâtiment du Québec n'a octroyé aucun contrat de services professionnels à un retraité de la fonction publique.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2018-2019 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; ·
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Les informations demandées sur les baux sont fournies en annexe à la présente fiche.

Concernant l'item g) :

OBJET	COÛT
Réaménagement d'une partie du 16 ^e étage au 800 Place d'Youville, Québec, Québec G1R 3P4	78 123 \$

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27). <https://www.rbq.gouv.qc.ca/transparence/>

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-18

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2018-2019, du. déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir:

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

Dépenses d'aménagement au 800, Place D'Youville, 16^e étage à Québec, pour un montant de 78 123 \$.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-19

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2018-2019, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2017-2018;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2016-2017 et 2017-2018;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; ·
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-20

Liste des sommes d'argent versées en 2018-2019 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-21

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère:

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

Aucune personne de la RBQ n'était dans cette situation.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-22

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant:

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2019-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-23

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2018-2019, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge;
- c) prévisions pour 2019-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-24

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2019-2020.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

Aucun poste n'a été aboli à la RBQ pendant cette période.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-25

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, par mission.

Voir la réponse donnée à la sous-question j) de la question RG-15.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-26

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

Aucune personne de la RBQ n'était dans cette situation.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-27

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2018-2019, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

<u>Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019</u>	
Fournisseurs / Nature du service	Coûts
Éditions juridiques FD (abonnement procédure pénale annotée)	125,00 \$
Éditions Yvon Blais (la Référence)	2 964,00 \$
Éditions Yvon Blais (mises à jour de l'ouvrage : Accès à l'info loi annotée)	330,00 \$
SOQUIJ (Azimut et plumitifs)	3 804 \$
SOQUIJ (L'Express)	600 \$
Publications du Québec (Légisquebec)	70,00 \$
Wilson Lafleur (renouvellement de l'abonnement aux ouvrages : La société par actions au QC, le Code de procédure civile et le Code criminel, le Code Civil annoté, la Corporation sans but lucratif et le Code civil du Québec)	1 354,00 \$
Wolters Kluwer (renouvellement de l'abonnement annuel de l'ouvrage : Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale)	1 693,00 \$
Journal le Soleil	343,30 \$
Journal le Devoir	121,97 \$
Journal de Québec	117,48 \$
Protégez-vous	84,95 \$
Courrier parlementaire (information journalistique de l'Assemblée nationale)	1 320 \$
Revue de presse par Influence communication - DEMO	19 825,72 \$
Droits d'auteur – revue de presse électronique - Influence communication - DEMO	2 027,80 \$
Droits d'auteur payés au CSPQ (40 personnes) pour la revue de presse	13 556,00 \$

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-28

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

Aucune somme n'a été déboursée par la RBQ à cet effet pendant la période.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-29

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

Registre des détenteurs de licence

<https://www.pes.rbq.gouv.qc.ca/RegistreLicences>

- a) **Le nom du site Web** : Registre des détenteurs de licence.
- b) **Le nom de la firme ou du professionnel des personnes ayant conçu le site** : CSPQ
- c) **Les coûts de construction du site** : aucun coût de construction en 2018-2019.
- d) **Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour** : ces coûts sont compris dans l'entente de service de base avec le CSPQ et le MTESS.
- e) **Les coûts de modernisation ou de refonte** (en spécifiant combien le site a été refait et les raisons du changement) : ces coûts sont imputables au budget de la Direction des technologies de l'information et du soutien organisationnel.

Le visuel du Registre des détenteurs de licence a été revu pour :

- Rafraîchir et épurer le visuel afin d'améliorer la lisibilité des informations.
- Harmoniser le visuel avec les autres services en ligne de la RBQ.
- Permettre l'ajustement de l'affichage sur un petit écran (téléphones mobiles et tablettes).
- Respecter les standards d'accessibilité du gouvernement du Québec.
- Recueillir des statistiques plus précises sur les types de recherches effectuées.
- Inviter la clientèle à laisser des commentaires pour permettre des améliorations ultérieures.

Microsite sur le Plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs

<http://www.garantie.gouv.qc.ca/>

- a) **Le nom du site Web** : Plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs.
- b) **Le nom de la firme ou du professionnel des personnes ayant conçu le site** : CSPQ.
- c) **Les coûts de construction du site** : aucun coût de construction en 2018-2019.
- d) **Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour** : Inclus dans l'entente globale avec CSPQ et MTESS.
- e) **Les coûts de modernisation ou de refonte** : Aucune modernisation ou refonte jusqu'à maintenant.

Parcours personnalisé sur le chapitre Bâtiment du Code de sécurité

<http://www.services.rbq.gouv.qc.ca/>

- a) **Le nom du site Web** : Parcours personnalisé sur le chapitre Bâtiment du Code de sécurité.
- b) **Le nom de la firme ou du professionnel des personnes ayant conçu le site** : Alphinat
- c) **Les coûts de construction du site** : aucun coût de construction en 2018-2019.
- d) **Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour** :
 - **Hébergement** : 120 \$ par mois.
 - **Entretien** : Aucuns frais.
 - **Mise à jour** : Aucuns frais. Les mises à jour sont effectuées à l'interne.
- e) **Les coûts de modernisation ou de refonte** : Aucune modernisation ou refonte jusqu'à maintenant.

Site Web de la Régie du bâtiment du Québec

www.rbq.gouv.qc.ca

- a) **Le nom du site Web** : Site Web de la Régie du bâtiment du Québec.
- b) **Le nom de la firme ou du professionnel des personnes ayant conçu le site** : la conception a été effectuée en 2011.
- c) **Les coûts de construction du site** : aucun coût de construction en 2018-2019.
- d) **Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour** :
 - **Hébergement** : Inclus dans l'entente globale avec le CSPQ.
 - **Entretien** : Inclus dans l'entente globale avec le MTESS.
 - **Mise à jour** : Aucune pour 2018-2019.
- e) **Les coûts de modernisation ou de refonte** : Optimisation du site Web en juillet 2018 (9 269\$):
 - Mise en page adaptative qui se modifie au format de l'écran (téléphones mobiles et tablettes)
 - Visuel rafraîchi pour être au goût du jour et s'harmoniser avec les autres services de la RBQ
 - Page d'accueil simplifiée
 - Ajout d'accès rapide dans les pages

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-30

Nominations, pour 2018-2019, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

Voir la réponse à la question RG-07.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-31

Pour 2018-2019, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-32

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2018-2019 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2018-2019 de la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-33

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2018-2019:

- a) le détail des mandats;
- b) coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-34

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-35

La liste des ententes et leur nature, signées en 2018-2019 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-36

Le détail des crédits périmés et reportés et pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-37

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2019-2020.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au rapport annuel 2018-2019 de la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-38

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2018-2019 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2019 pour 2019-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-39

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020 et 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

Aucune somme n'a été reçue par la RBQ en provenance du gouvernement fédéral.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-40

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

Bonis pour rendement exceptionnel accordés	Catégorie d'emplois				Total
	Cadres	Fonctionnaires	Avocats	Professionnels	
Montant total accordé	-	1 797,48 \$	-	39 865,03 \$	41 662,51 \$ ¹

¹ Exclut un montant total versé de 2 050,57 \$ pour des ajustements rétroactifs.

La convention collective des professionnelles et professionnels a été signée le 3 juillet 2018. Ainsi, des ajustements rétroactifs aux bonis versés antérieurement ont été effectués selon les nouveaux paramètres salariaux, et ce, pour un montant total de 2 050,57 \$.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-41

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat. ·

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

Aucune prime de départ (incluant les montants versés pour bris de contrat) n'a été versée par la Régie.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-42

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2018-2019 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-43

Pour 2018-2019, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre à la RBQ qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-44

Pour 2018-2019, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne:

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-45

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Les comités formés par la RBQ qui ont été actifs entre le 1^{er} avril 2018 et le 28 février 2019 sont énumérés en annexe de la présente fiche, avec leur mandat et les organismes participants.

Liste des comités formés par la RBQ et actifs en 2018-2019 (du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019)

Nom du comité	Mandat	Organismes participants
Comité consultatif sur le chapitre 1 du bâtiment du Code de construction édition 2015	Présentation sur les principales modifications du Code national du bâtiment 2015 et explications du processus de consultation	Commission des Normes, de l’Emploi, de la Santé et de la Sécurité du travail (CNESST) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Société d’habitation du Québec (SHQ) Ville de Montréal Ville de Québec Association des Chefs incendie du Québec Corporation des Services incendie du Québec Corporation des officiers municipaux et en environnement du Québec Ordre des Architectes du Québec Ordre des Ingénieurs du Québec Ordre des technologues professionnels du Québec Association des architectes en pratique privée du Québec Association de la Construction du Québec Building Owners and Managers Association Garantie Construction résidentielle Association canadienne en alarme incendie Association des professionnels de la construction et de l’habitation du Québec Corporation des Propriétaires immobiliers du Québec Regroupement des copropriétaires et gestionnaires de copropriétés Association des consommateurs pour la qualité de la construction
Sous-groupe de travail sur la ventilation centralisée des logements – en appui aux travaux sur le code 2015 – voir Comité consultatif sur le chapitre 1 du bâtiment du Code de construction édition 2015	Analyse de modifications + Validation que les exigences du code permet d’assurer une ventilation performante capable de répondre aux besoins des occupants tout en s’assurant : — de la cohérence avec toutes les autres exigences du code pour maintenir le même niveau de sécurité, de santé et de protection incendie; — de la cohésion avec les exigences d’efficacité énergétique et de leur rehaussement; — que l’industrie possède les moyens pour répondre aux critères du code concernant la mise en place d’un tel système tout en respectant les objectifs précédents	Transition énergétique Québec (TQ) Société d’habitation du Québec (SHQ) Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec (CMMTQ) Corporation des entreprises de traitement de l’air et du froid (CETAF) Association des conseillers en normes du bâtiment et de la sécurité incendie du Québec (ACNBSIQ) Garantie Construction Résidentielle (GCR) Regroupement copropriétaires et gestionnaires de copropriétés (RCGC) Corporation des propriétaires immobiliers du Québec (CORPIQ)

Nom du comité	Mandat	Organismes participants
Comité consultatif provincial sur l'électricité	Consulter les principaux intervenants du domaine de l'électricité pour établir les règles régissant les installations électriques au Québec.	Association des consommateurs pour la qualité dans la construction Association des constructeurs-propriétaires en électricité et des électriciens d'entretien du Québec Association internationale des inspecteurs et inspectrices en électricité Association des manufacturiers d'équip. électriques et électroniques du Canada Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ) Groupe CSA Électro-Fédération Hydro-Québec Distribution Ordre des ingénieurs du Québec Ordre des technologues professionnels du Québec Services d'essais Intertek AN ltée
Comité CMEQ-RBQ sur les systèmes solaires photovoltaïques	Analyser les différentes options possibles pour assujettir à la Loi sur le bâtiment les systèmes à énergies renouvelables, notamment les systèmes solaires photovoltaïques	Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ)
Comité consultatif permanent OPHQ-RBQ	Analyser les modifications proposées au Code de construction pour émettre des avis ou recommandations. Ce comité a également comme mandat de soulever des enjeux relatifs à l'accessibilité et à la sécurité des bâtiments.	Coprésidé par la RBQ et l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) et composé de représentants des ministères et organismes, associations représentant les droits des personnes handicapées et les aînés, associations de propriétaires et gestionnaires d'immeubles, chercheurs et différentes parties prenantes
Comité directeur OPHQ-RBQ	Planifier des travaux pour améliorer les exigences en accessibilité	Office des personnes handicapées du Québec
Groupe interministériel sur l'utilisation d'eau de pluie non potable dans les bâtiments	Analyser et statuer sur l'utilisation plus large de l'eau de pluie non potable dans le nouveau Code national de la plomberie (CNP) édition 2020.	Ministère de la Santé et des Services sociaux École Polytechnique de Montréal Ministère de l'Environnement et la Lutte contre les changements climatiques Institut national de santé publique du Québec Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Nom du comité	Mandat	Organismes participants
Comité de concertation CBCS	<ul style="list-style-type: none">• Identifier les difficultés d’adoption et adapter la stratégie• Actualiser l’offre de service à l’égard des municipalités ayant adopté• Identifier les besoins des municipalités ayant adopté• Orienter le développement de matériel à l’intention des services de sécurité incendie et des propriétaires, notamment assurer une cohésion entre les meilleures pratiques de prévention	Association des techniciens en prévention-incendie du Québec Association des chefs en sécurité incendie du Québec Ministère de la Sécurité publique

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-46

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Question non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-47

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2018-2019 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2019-2020.

Pour chacun de ces programmes existants en 2018-2019, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2019-2020, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-48

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-49

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
--

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour l'année 2018-2019 seulement.
--

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-50

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2018-2019 et prévision pour 2019-2020.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour l'année 2018-2019 seulement.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-51

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
--

La réponse à cette question sera transmise par le ministère Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime).

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-52

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime).

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-53

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
--

<p>La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.</p>
--

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-54

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.
--

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-55

Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.
--

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-56

Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et les organismes budgétaires en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-57

1. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020 :
 - a) la dépense totale (opération et capital);
 - b) les grands dossiers en cours;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
 - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI
 - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

- a) Sommairement, la dépense totale du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019 se détaille comme suit :

Objets de coûts	Type	Montant
Acquisitions matérielles et logicielles et services informatiques	Fonctionnement	367 319 \$
Acquisitions matérielles et logicielles	Capitalisable	0 \$
CSPQ – Infrastructure, entretien et exploitation	Fonctionnement	3 037 620 \$
CSPQ - Télécommunication	Fonctionnement	152 488 \$
MTESS – Entretien, exploitation et améliorations	Fonctionnement	1 808 753 \$
MERN – Hébergement et entretien de système	Fonctionnement	106 094 \$
R3D - Amélioration	Fonctionnement	54 984 \$
Réalisation des projets (coûts internes et externes) ¹	Capitalisable *	920 296 \$
Réalisation des études et projets (Coûts internes et externes) ¹	Fonctionnement	158 994 \$

¹ Les factures du MTESS n'ayant pas été reçues pour la période, la majorité des coûts internes a été estimée.

* La liste des projets capitalisables est décrite dans la fiche RG-12.

- b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet-
<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)
- d) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
- e) Voir la réponse donnée à la question RG-11.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-58

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.): des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
- b) Aucune indemnité de retraite n'est versée par la Régie du bâtiment du Québec. Lors d'un départ à la retraite, la Régie verse uniquement les sommes dues concernant les vacances et les congés de maladie.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-59

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2018-2019, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.): le taux d'absentéisme.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-60

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2018-2019 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information sera présentée au Rapport annuel 2018-2019 de la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-61

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2017-2018 et 2018-2019 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel

Question non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-62

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2017-2018 et 2018-2019, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

a) 26 297,50 \$ pour 2018-2019

b) **Ordres professionnels**
Barreau du Québec

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-63

Pour 2018-2019, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grands rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-64

Pour toutes les actions financées dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir les informations suivantes :

- a. l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 et en 2018 – base annuelle (en Mt C0 2);
- b. le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt C0 2);
- c. le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;
- d. la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par le ministre (en kt de C0 2);
- e. les investissements totaux des projets (en milliers \$);
- f. les aides financières totales du ministère (en milliers \$);
- g. le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);
- h. le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

